

Enfin ! Sur l'Italie Mélenchon a raison et ses détracteurs sont les fossoyeurs de la souveraineté et de la Nation

jeudi 18 juillet 2019, par [Jacques COTTA](#)

Les attaques dont est l'objet Jean Luc Mélenchon sont tout aussi scandaleuses qu'éclairantes sur la politique des socialistes, Macronistes, ou autres qui les portent. Mélenchon fait un pas vers la Nation et la souveraineté après les avoir délaissées au profit d'un "retour à la gauche" que tous ses amis potentiels lui tombent dessus. Il a là la démonstration que ses recherches d'alliances à gauche ne peuvent être que vaines pratiquement, et vouées à l'échec politiquement. Il s'agit de questions de principe de première importance.

Les faits

La commission européenne a décidé de « retoquer » le projet de budget présenté par le gouvernement italien. Il s'agit d'une première, ingérence insupportable de Bruxelles dans les affaires d'un état souverain. Le gouvernement de Salvini, quoi qu'on en pense -et on trouvera sur « La-Sociale » un certain nombre de papiers qui font la clarté sur la coalition italienne, la Lega, sa politique et son personnel- le gouvernement de Salvini donc a établi un budget qui prend en compte les engagements pour lesquels le peuple italien a porté au pouvoir cette coalition : revalorisation des retraites, investissements publics, bas salaires. Cela évidemment est insupportable à Bruxelles dont la politique est contraire à ce type de décisions, aussi minimes soient-elles. Donc le projet de budget est rétorqué par l'oligarchie européenne qui vient s'immiscer dans les affaires d'un état souverain. Inacceptable !

La position exprimée par Jean Luc Mélenchon réaffirme un principe tout aussi élémentaire que fondamental.« Dans cette affaire, les Français ont intérêt à défendre ceux qui défendent la souveraineté populaire. L'identité nationale française est une identité républicaine qui se confond avec l'idée de souveraineté populaire. C'est la raison pour laquelle il faut évidemment prendre parti pour le gouvernement italien contre la Commission européenne »...« Même si on désapprouve le gouvernement italien, ce qui est notre cas, tout en désapprouvant la Commission européenne ».

La hargne socialiste

Il n'en faut pas moins pour que ce qui reste de l'appareil socialiste se déchaîne. Comme aux plus beaux jours de la rue de Solferino, les voila qui condamnent la position du leader de la FI qui n'est rien d'autre que l'adaptation à la situation italienne « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Olivier Faure qui jésuitiquement refuse de choisir entre le soutien au gouvernement italien ou à la commission européenne indique que « c'est la première fois que je vois la gauche de la gauche venir en soutien d'un budget qui est porté par l'extrême droite, c'est quand même une rupture ».

La souveraineté populaire n'est donc pour le responsable socialiste qu'une abstraction, le peuple italien étant réduit à un peuple d'extrême droite puisque son gouvernement est conduit entre autre par Salvini. Double incompréhension. D'abord donc sur la souveraineté, la nation, le droit démocratique des peuples à décider eux-mêmes sans aucune ingérence de quiconque dans leurs propres affaires, ensuite sur la nature du gouvernement italien qualifié à l'emporte pièce de fasciste alors qu'il s'agit d'un gouvernement de

droite assez classique.

Pour les autres, Jean Christophe Cambadelis par exemple, ou la Macronie avec qui il n'y a guerre de différence, « Si ça continue comme ça, où sont les désaccords avec Marine Le Pen ? On ne peut pas laisser passer ça (...) C'est la première fois qu'une organisation politique se réclamant peu ou prou de la gauche soutient un gouvernement d'extrême droite. Là franchement je ne sais pas où on va ».

Grossièreté, grosses ficelles qui appelle le lepénisme en renfort pour disqualifier une position politique pourtant essentielle.

En réalité ces positions ont un mérite historique. Elles rappellent "les agents avoués des institutions supranationales", de l'Union européenne et de la Commission européenne, « le parti de l'étranger » que Jacques Chirac dénonçait dans l'appel de Cochin sous la plume de Marie France Garaud notamment.

En guise de conclusion : histoire personnelle

Je ne peux oublier que c'est sur ce sujet que nous avons abordés il y a plusieurs mois, et sur lequel je voulais réaliser ma 7ème émission « Dans la gueule du Loup » titrée « L'Italie, la péninsule des paradoxes » sur le média, qu'Aude Lancelin, alors directrice de la web télé, m'a poussé dehors au nom d'un politiquement correcte « de gauche » ou de « gauche de la gauche ».

Parler de l'Italie non à l'emporte pièce, mais en faisant ressortir les contradictions, notamment au regard de la politique macronienne que nous subissons tous les jours, cela était synonyme de rouge-brunisme.

Absurde, c'est bien cette discussion que nous devons avoir journalistiquement à l'époque avec des invités permettant d'argumenter, de débattre de façon démocratique et contradictoire, sans crainte et sans concession. Cette discussion qui pose la question de la Nation, du peuple, de la souveraineté est incontournable, et même si c'est bien tardivement que Jean Luc Mélenchon la pose, il a le mérite de l'aborder clairement et sans détour.